

Somalie, l'interminable crise

Jean-Christophe Mabire

La Somalie occupe une place toute particulière sur le continent africain depuis 1991. Livrée à la voracité des chefs de guerre, abandonnée par la communauté internationale après l'échec de la mission des Nations unies, elle tente de sortir d'une situation complexe où s'entremêlent intérêts personnels, claniques et agendas de puissances étrangères.

Après avoir été longtemps négligée, cette « zone grise » de la planète est revenue sous les projecteurs de l'actualité, suite aux attentats du 11 septembre 2001 et à l'inscription par Washington de nombreux ressortissants ou sociétés d'origine somalienne sur sa liste des soutiens au terrorisme. Néanmoins, ce retour sur le devant de la scène n'a fait que compliquer la recherche d'un règlement à la crise qui touche la Somalie et, bien au-delà, une région, la Corne de l'Afrique, qui est traversée par de nombreux conflits et une multitude de rivalités internes. La dégradation d'une situation – qui puise ses racines au début de la décennie 1980 – amène à s'interroger sur les origines, les protagonistes et l'existence même de solutions viables pour mettre un terme au chaos qui prévaut à Mogadiscio. En effet, seule une approche historique permet aujourd'hui de comprendre la situation somalienne.

L'inexorable déstructuration de la société somalienne, origine de tous les maux

Au début était Mohammed Siad Barré, un des innombrables chefs d'État ambigus de l'après-colonisation, capables de donner à leurs manières de gouverner les apparences de la modernité occidentale tout en s'appuyant sur des traditions locales séculaires qui se sont maintenues en dépit de la généralisation d'une éducation occidentalisée, de l'irruption des médias voire de certains effets de la mondialisation.

La maladie¹ pousse cependant peu à peu le président à abandonner les rôles du pouvoir à ses proches, des membres de son clan, au détriment de toutes les autres composantes de son pays. Les conséquences ne se font pas attendre : modernité et tradition qui avaient beaucoup de mal à cohabiter dans le jeune État s'affrontent. Aux tensions claniques et au mécontentement de la population qui se multiplient, l'État répond par la répression. De nombreux fronts et mouvements de libération se constituent selon les intérêts particuliers des clans. Leur seul point commun est la volonté de renverser le régime. Profondément divisée, la jeune nation somalienne est sur le point d'imploser.

En effet, la Somalie souffre de deux maux, c'est une nation jeune et c'est aussi un État dont les populations ont connu deux modèles de colonisation, très différents (britannique et italien). À peine l'indépendance avait-elle été accordée aux deux colonies² qu'elles proclamèrent leur union en août 1960 pour former l'État somalien.

En 1969, à la suite d'un coup d'État militaire et de l'assassinat du président, le docteur Ali Shiermarhé, Mohammed Siad Barré proclame la République démocratique de Somalie. Dix ans plus tard, après avoir tâté du socialisme scientifique – à l'image de l'expérience politique menée par Julius Nyerere en Tanzanie – et alors qu'il mène la guerre sur sa frontière occidentale (où les troupes somaliennes subissent une défaite face aux forces éthiopiennes³), le général Siad Barré se tourne finalement vers les États-Unis.

L'année 1979 marque tout à la fois les prémices de la chute du régime et le début d'une véritable dérive du pays (phénomènes mafieux, détournements divers, collaboration avec des associations criminelles internationales, alliances contre nature entre certains clans, etc.). Mais 1979 est également l'année de la création du Somali Salvation Democratic Front (SSDF), mouvement, principalement composé de Darods Midjertines, et soutenu par les autorités éthiopiennes. Sur fond de luttes claniques, ce mouvement s'oppose au pouvoir de Mogadiscio. Il est bientôt rejoint, en 1981, par le Somali National Movement (SNM) regroupant, quant à lui, des Issaqs qui bénéficient, eux aussi, d'une aide éthiopienne.

La période de 1982 à 1988 donne lieu à une très importante dégradation de la situation en Somalie tant pour des raisons extérieures – de nombreux incidents armés avec l'Éthiopie émaillent en effet ces années – que pour des raisons intérieures – puisque la reconduction du président Barré dans ses fonctions de chef de l'État en décembre 1986 contribue à une accentuation de la lutte des différentes

1. Victime d'un accident de la circulation en 1998, Siad Barré en sort extrêmement diminué.

2. Le *Somaliland* le 26 juillet 1960 et la *Somalia* le 1^{er} août 1960.

3. Le président somalien, qui défendait l'idée d'une grande Somalie, s'était lancé dans un conflit avec l'Éthiopie, espérant pouvoir lui arracher la région Ogaden pour la rattacher au vaste ensemble qu'il souhaitait alors constituer.

factions claniques contre « l'État criminel de Siad Barré » et ses affidés accusés d'accaparer les maigres ressources du pays.

Toute la complexité et la misère de la situation somalienne puisent en effet leurs sources dans cette période pendant laquelle la société traditionnelle finit par se déstructurer. Les Somalis (qui comptent six grands groupes de clans : les Darods, les Hawiyés, les Issacks, les Dir, les Rahanwein et les Digils) sont partie intégrante d'un même peuple qui partage une langue, une culture et une religion communes. Dans cet ensemble existent des clans historiquement nomades qui se déplacent dans un environnement aride et contraignant. La précarité de leur situation économique et environnementale explique le lien extrêmement fort qui unit les membres d'une famille ou d'un clan et c'est la raison pour laquelle l'arbre généalogique demeure également l'un (si ce n'est le) référent commun à tous les Somalis.

L'arbre généalogique est donc l'outil essentiel sur lequel se constituent les relations entre l'ensemble des individus et sur lequel reposent les fondements de la société somalie. L'apprentissage des lignages familiaux dès le plus jeune âge sert donc tout à la fois de repère des liens et de code de conduite de l'ensemble de la société. C'est dans ce cadre qu'existe le *Xeer*, le code des règles qui régissent la vie d'un Somali et des lois qui l'unissent aux autres. Tous les individus qui participent au *Xeer* doivent s'y soumettre et forment ainsi un ensemble uni, un tout. Ainsi, lors du règlement d'un différend entre individus ou entre groupes au sein d'un conseil traditionnel appelé « Shire », les « elders » (ou aînés) prennent en considération autant les lignages qui unissent les individus entre eux que les affaires qui ont pu les opposer.

Pendant le régime de Siad Barré, cette structure essentielle va perdre en importance et en crédibilité auprès de la population. Le régime va en effet détourner le principe du « Shire » pour octroyer des réparations – souvent injustifiées – à nombre de ses proches dans le cadre de la guerre civile. Il va également substituer à l'autorité des conseils traditionnels celle des représentants de l'État, achevant ainsi de priver ces deux modes somalis de règlement des crises de toute leur légitimité. En 1991, la société se retrouve donc sans repère, elle n'a aucune confiance ni en les structures de l'« État moderne » ni en les structures traditionnelles dévoyées par le régime de Siad Barré.

La déstructuration de la société somalie est, en outre, accentuée par la « mooryanisation⁴ » de la jeunesse qui se détache des règles et devoirs traditionnels⁵.

C'est donc dans ce contexte intérieur très particulier que le but des différents mouvements armés est atteint en janvier 1991, avec la prise de Mogadiscio par les troupes du général Mohammed Farah Aidid et la fuite du dictateur Siad Barré.

4. De « mooryaan » qui signifie délinquant, voyou.

5. En monde somali, la loi interdisait de s'en prendre aux femmes, de détruire le bétail ou les habitations, etc.

La chute de Siad Barré, le début d'une ère nouvelle... celle des chefs de guerre

En 1991, alors que les différents mouvements armés d'opposition l'emportent sur les forces gouvernementales, le pays s'apprête à plonger dans une situation catastrophique. Le 24 janvier 1991, les combats se déroulent dans Mogadiscio et le 27, le palais présidentiel tombe aux mains des rebelles de l'United Somali Congress (USC). Le président Siad Barré parvient malgré tout à s'enfuir, il ne reviendra jamais plus au pouvoir.

Deux jours plus tard, l'USC annonce la nomination du nouveau président de la Somalie, M. Ali Mahdi Mohamed. Cette nomination va engendrer une rupture fratricide entre les Hawiyés et provoquer un sentiment de frustration pour les fronts qui ont combattu le régime. Les mouvements islamistes radicaux somaliens eux-mêmes suivent la situation avec méfiance. Dès 1990, ils ont diffusé un manifeste dans lequel ils rejetaient, par avance, toute application des principes démocratiques occidentaux au nom de la défense de l'islam et de ses valeurs historiques, or l'USC milite en faveur de la mise en place d'un régime de type occidental.

Les principaux fronts, expression armée des clans somaliens, sont alors :

- le Somali National Movement (SNM), né en 1981 à Londres parmi les exilés issaqs. Durant la guerre civile, six présidents – tous élus – se succèdent à sa tête. Le SNM proclame l'indépendance du Somaliland dans les frontières de l'ancienne colonie britannique d'avant 1960, le 18 mai 1991, par la voix de son président Abdourahman Ahmed Ali dit « Tur⁶ ». Le mouvement ne conservera son unité que jusqu'en 1994. Après l'élection, fin 1993, au poste de président du Somaliland de M. Ibrahim Egal, homme politique issaq et ancien Premier ministre de Somalie, le SNM va en effet se diviser en deux factions : l'une fidèle au nouveau président et à sa volonté de créer un État indépendant⁷, l'autre à l'ancien président, favorable, pour sa part, à une Somalie unifiée et qui obtient le soutien du général Aidid ;
- le United Somali Front (USF), petit front marginal et relativement peu présent sur le terrain, est créé en 1990 à l'instigation des autorités djiboutiennes. Ces dernières sont effectivement désireuses de disposer d'un pion sur l'échiquier des négociations par population issae⁸ interposée. L'USF gêne Ibrahim Egal dans sa lutte pour l'indépendance du Somaliland ;

6. Terme qui signifie « le bossu » en langue somalie.

7. Il faut rappeler qu'en 1993 les Nations unies supervisent le référendum d'autodétermination en Erythrée et proclament officiellement l'indépendance de ce pays. Un tel exemple ne pouvait que faire école auprès d'autres groupes ethniques ou d'autres anciens territoires coloniaux.

8. Les clans issas au pouvoir à Djibouti sont également établis sur le territoire du Somaliland.

– la Somali Democratic Association (SDA) représente pour sa part la structure des Gadaboursis. Cette association, qui n'est à l'origine qu'une simple milice clanique, s'organise fin janvier 1991, après la chute du régime de Siad Barré, pour défendre les intérêts des Gadaboursis face aux Issaqs du SNM au Somaliland ;

– le Somali Salvation Democratic Front (SSDF) est par contre le plus ancien des fronts de lutte armée somaliens. Créé en Éthiopie en 1978, il est l'expression du clan mejertin qui avait tenté de renverser Siad Barré à la fin des années 1970. Dirigé par le colonel Abdullahi Youssouf, ce mouvement est effacé du paysage politique après l'arrestation de son chef par les autorités éthiopiennes⁹. Reconstitué en 1989 par un nouveau président, le général Mohamed Abshir Moussa, le SSDF, en 1991, contrôle le nord-est de la Somalie qu'il gère de façon autonome (à l'image du SNM au Somaliland). Replié en janvier 1991 sur sa zone clanique, il ne participe d'ailleurs plus à la lutte contre les forces gouvernementales et le mouvement se consacre essentiellement à sa restructuration. La libération du colonel Abdullahi Youssouf à la chute du régime éthiopien de Mengistu amène le général Mohamed Abshir Moussa à partager la direction du SSDF avec lui, puis avec Youssouf Omar Al Azhari, afin que les trois grands sous-clans mejertins soient représentés à la tête du mouvement ;

– le United Somali Congress (USC), créé en 1989, avec l'aide du SNM – qui espérait constituer un front uni contre la dictature – est l'expression des clans hawiyé. Néanmoins, à peine constitué, il se scinde en deux tendances. La première regroupe les exilés résidant en Italie, en majorité des membres du clan Agbal qui cherchent, alors, à trouver un accord avec Siad Barré ; la seconde est majoritairement composée par des membres du clan Haber Gedir. Cette faction que dirige le général Mohamed Farah Aidid représente la branche militaire du mouvement, hostile à toute entente avec Siad Barré.

C'est d'ailleurs le général Aidid qui pénètre le premier dans Mogadiscio et renverse la dictature. Mais, alors que ses troupes s'installent dans la capitale, un autre Hawiyé, Ali Mahdi, se fait élire par la branche italienne de l'USC président d'un gouvernement somalien provisoire. Cette situation s'explique par le fait que si les Haber Gedir et les Abgal sont tous des Hawiyés, les premiers sont constitués de nomades ruraux, alors que les seconds sont citadins – principalement établis dans la ville même de Mogadiscio –, en majorité commerçants, fonctionnaires ou membres de professions libérales. Moins enclins à se battre et beaucoup plus riches, ils recherchaient à l'origine un accommodement avec Siad Barré pour préserver la ville et leurs biens. Surpris par ce qu'ils considèrent comme une trahison

9. Le gouvernement de Mengistu fait emprisonner le colonel Youssouf qui se livre alors à une purge sanglante au sein de son mouvement, allant à l'encontre des intérêts éthiopiens.

de la part de leurs frères abgal, les Haber Gedir, vainqueurs sur le terrain, ont détruit tout ce qu'ils ont pu dans la capitale et ont ensuite occupé les propriétés des Abgal.

De fait, la lutte interne aux Hawiyés qui va opposer Aidid et Mahdi pour la présidence d'un hypothétique gouvernement va prendre une triple dimension : une farouche opposition clanique, une tentative de récupération des réseaux de financement de la dictature et un affrontement pour le contrôle immobilier de la capitale. De cette scission fratricide va découler en grande partie l'absence de toute solution politique sur la scène somalienne et l'émergence du règne des chefs de guerre :

- le Somali Patriotic Movement (SPM), créé en janvier 1990 par le colonel Omar Jess, se veut l'expression du clan Darod Ogaden. Ancien officier de l'armée, le fondateur du mouvement se retourne contre les forces de Siad Barré. Il est rejoint dans sa lutte par le général Adan Abdoullahi Nour dit « Gabiyow », ancien ministre de la Défense tout juste limogé par le dictateur. Après la chute du régime pourtant, les deux hommes divergent complètement, Omar Jess s'allie avec le général Aidid au sein de la Somali National Alliance, tandis que Nour rejoint le général Mohamed Said Hersi dit « Morgan », chef du Somali National Front, allié à Ali Mahdi ;

- le Somali Democratic Movement (SDM), créé à la fin des années 1980, est l'émanation des aspirations du clan Rahanweyn. Bien que numériquement très nombreux (il représente près du quart de la population somalienne), il est militairement faible et socialement déconsidéré¹⁰ ;

- le Southern Somali National Movement (SSNM) est un petit mouvement qui regroupe les Bissals (population d'origine africaine non somalie représentant le plus souvent les descendants d'esclaves). Créé au début de l'année 1991, avec le soutien du général Aidid, il a pour fonction d'aider Omar Jess dans sa lutte pour le contrôle de la ville de Kismayo ;

- enfin, le Somali National Front (SNF), fondé peu de temps avant la chute du régime par le général Mohamed Siad Hersi « Morgan¹¹ ». Il vise à défendre les intérêts du clan Marehan (celui du dictateur Siad Barré, dont Morgan est le gendre) et des partisans du pouvoir.

En 1991, après la chute de Siad Barré, le paysage politique somalien, déjà extrêmement compliqué, est en outre fortement morcelé entre les grands clans, une quinzaine de mouvements armés plus ou moins puissants, plusieurs chefs de guerre ainsi que la mouvance islamiste radicale. À la fin de l'année, la situation

10. Les Rahanweins – dont une bonne partie a perdu son caractère nomade en se sédentarisant – sont, de ce fait, considérés comme des « Somalis de deuxième ordre » par les autres clans.

11. Surnommé « le boucher d'Hargeisa » suite aux bombardements de cette ville qu'il organisa dans le cadre de la tentative de répression de l'insurrection somalilandaise, en 1998.

demeure très incertaine. Aucun pouvoir n'est réellement reconnu et la capitale après d'intenses combats a vu plusieurs de ses quartiers totalement détruits, alors que des centaines de milliers d'habitants ont fui la ville¹².

Le général Aidid, un Hawiyé du clan des Haber Guedir, qui planifiait la prise de Mogadiscio, a en effet été surpris par un soulèvement populaire qui démarre le 30 décembre 1990. Il n'en est cependant pas moins, trois semaines plus tard, la première force armée constituée qui entre dans la capitale et en chasse définitivement le dictateur. Il peut donc se targuer d'être l'homme qui a renversé Siad Barré et escompte, à ce titre, dès le 24 janvier, pouvoir faire reconnaître son autorité morale et militaire et prendre les rênes d'un nouveau gouvernement. La fonction présidentielle lui échappe pourtant au profit d'Ali Mahdi (un Hawiyé du groupe des Abgal). Ce dernier est d'ailleurs confirmé dans ses fonctions de président par intérim lors d'une conférence nationale somalienne organisée sous l'égide des Italiens et des Égyptiens. Aidid, lui, n'obtient que le poste de président de l'USC.

Cette rivalité va provoquer une guerre extrêmement destructrice entre clans et entre sous-clans, en particulier dans la capitale et sa région, avec principalement d'un côté les Haber Guedir du général Aidid et de l'autre les Abgals de M. Ali Mahdi, chaque camp étant épaulé par des supplétifs en provenance d'autres clans. De cette situation naît la Somali National Alliance (SNA), regroupement de clans et leurs milices autour du général Aidid.

Les rivalités internes aux Hawiyés, l'appétit des chefs de guerre et, dans une moindre mesure, les revendications sécessionnistes somalilandaises vont occulter toute tentative de rétablissement d'un gouvernement central dans le pays. Celui-ci se partage alors en quatre grandes aires géographiques qui connaissent des destins forts différents en 1991-1992.

Au nord, le Somaliland se détache du reste du pays et tente d'établir sa propre administration tout en convertissant l'ensemble des populations à l'idée d'une séparation d'avec l'ex-Somalia Italiana. Un peu plus à l'est la région qui n'est pas encore le Puntland traverse une période assez calme. À l'exception de l'agitation réalisée par quelques islamistes radicaux, les populations darods parviennent, en effet, à vivre en bonne intelligence entre elles.

Au centre, le calme règne dans une région sous le contrôle quasi exclusif des forces du général Aidid. Les quelques affrontements qui s'y produisent ont pour origine les velléités du SSDF à s'allier avec Ali Mahdi.

Le Sud est, quant à lui, en proie à de très nombreux et violents combats. Cette région riche est effectivement l'objet de toutes les convoitises. C'est également là

12. Avant la bataille de Mogadiscio, la ville et ses abords comptaient près de 2 millions d'habitants.

que Siad Barré et les débris de son armée se sont établis et de là qu'ils tentent, par deux fois, de reprendre le contrôle de Mogadiscio¹³. De plus, la région méridionale de la Somalie est un inextricable enchevêtrement de clans et sous-clans aux aires géographiques mal définies, ce qui multiplie les sources de conflit. Pour les populations, la situation devient rapidement un véritable cauchemar, elles sont en effet tiraillées et ballottées entre de multiples chefs de guerre et bandes armées ou victimes des pillages et assassinats auxquels ils se livrent.

Restent Mogadiscio et la région du Benadir enfin, où les chefs de milices se sont peu à peu transformés en chefs de guerre et où des affrontements d'une grande intensité opposent parfois, à l'arme lourde, les dirigeants hawiyés.

C'est alors qu'à une situation politique déjà particulièrement trouble s'ajoute la dégradation des conditions climatiques qui provoque une véritable catastrophe alimentaire, laquelle va justifier l'intervention de la communauté internationale.

L'opération internationale, un énorme gâchis

Les ravages de la guerre civile qui frappe principalement le sud du pays et la capitale ont amené les organisations humanitaires et non gouvernementales à intervenir massivement dans le pays. La situation s'avère particulièrement dramatique dans certaines régions, les récoltes n'ayant pas été engrangées¹⁴ ou étant détruites. Le règne de chefs de guerre vénaux qui se livrent aux pillages, aux destructions et aux détournements de l'aide internationale va considérablement compliquer l'action des organisations non gouvernementales et/ou internationales puisque ces dernières doivent, tout à la fois, assurer leur propre sécurité et réaliser tant bien que mal leur travail humanitaire.

L'apparition de poches de famine et d'épidémies (jusqu'à 200 morts par jour dans certains camps de regroupement de réfugiés dans le sud du pays) va braquer les projecteurs de l'actualité sur la Somalie. Une première mission onusienne (ONUSOM) est décidée en avril 1992. Les difficultés rencontrées par le contingent pakistanais déployé dans la capitale conduisent cependant le gouvernement américain du président Bush à décider d'une intervention sur le sol somalien. C'est ainsi que le 9 décembre 1992, les forces de l'UNITAF (United Allied Forces) débarquent dans le cadre d'une opération dénommée *Restore Hope*.

L'arrivée des soldats américains sur les plages somaliennes s'effectue de façon très médiatique. Les spécialistes américains considèrent que la mission ne présente

13. Siad Barré quittera définitivement la Somalie en avril 1992.

14. Beaucoup de jeunes s'engagent ou sont mobilisés dans les milices claniques.

pas de grands dangers et qu'elle est « techniquement facile ¹⁵ » puisque, estiment-ils, jamais les bandes armées n'oseront s'opposer à une force bien structurée et bien équipée. L'analyse du terrain – un relief généralement plat parcouru d'épineux épars – incite même l'administration américaine à considérer qu'il sera très difficile pour les chefs de guerre de monter des embuscades contre les forces escortant les convois de ravitaillement dans l'intérieur du pays.

Les débuts de la mission semblent ramener un peu de calme. Mais l'opération militaire « destinée à protéger l'acheminement des vivres dans un pays en proie à la guerre civile et la famine » va rapidement se transformer en une campagne – infructueuse – de lutte contre l'un des principaux chefs de guerre, le général Aidid. La situation sur le terrain évolue rapidement. Une tentative de marginalisation des chefs de guerre dans le cadre d'un hypothétique processus de paix – qui ne prend pas en compte les véritables dimensions du problème somalien – aboutit en effet à des affrontements entre les forces internationales – UNITAF puis ONU-SOM II ¹⁶ – et les chefs de guerre. Ces affrontements culminent avec la traque du général Aidid et les événements des 3 et 4 octobre 1993 durant lesquels deux hélicoptères américains sont abattus, provoquant de nombreux morts et blessés ¹⁷ au sein des forces de la coalition internationale.

Que s'est-il donc passé ? Une mauvaise analyse de la situation et une méconnaissance du pays – la Somalie connaît en effet des situations très différentes selon les régions – entraînent en effet une reprise des affrontements dans le sud du pays après trois mois de calme relatif. Au Somaliland – où n'interviennent que marginalement les forces onusiennes –, malgré d'importantes dissensions entre eux, les protagonistes sont, dans leur grande majorité, rassemblés autour du projet politique d'accession à l'indépendance. C'est ainsi que les conférences organisées sous l'impulsion du nouveau président, Mohamed Ibrahim Egal, s'appliquent à régler les différends par le dialogue ¹⁸ et que dernier obtient le soutien des clans gadaboursis (alliés au SNM) de la Somali Democratic Association (SDA). Appartenant au clan des Dir, minoritaires dans le nord du pays, les Gadaboursis de la SDA se sont, dans un premier temps, tout logiquement alliés avec le pouvoir de Mogadiscio pour contrer ce qu'ils considéraient comme une dangereuse montée en puissance des clans issaq au sein du SNM. Après quelques combats, ils sont

15. Voir l'article de Stéphane Marchand dans *Le Figaro* du 30 novembre 1992.

16. La mission ONUSOM II se met en place à partir de mai 1993.

17. Le bilan s'éleva à 12 morts et 76 blessés américains, 1 mort et 8 blessés parmi le contingent malaisien et 2 blessés au sein des forces pakistanaises.

18. Ainsi, à Erigabo il parvient à rallier à ses idées les tribus issaq des Haber Yonis et Haber Jaalo, affiliées au Somali National Movement (SNM), ainsi que les Darod Warsangeli et Dhulbahante de l'Union Somali Party (USP).

traités avec beaucoup d'égards par leurs vainqueurs. Un grand « Shir » national est organisé sous l'impulsion du président Egal. Il se tient au début de l'année 1993 à Borama, la capitale des Gadaboursis, et vise deux objectifs : faire comprendre aux Gadaboursis qu'ils auront leur place dans un Somaliland indépendant et permettre aux plus farouches opposants à cette indépendance – des exilés de la diaspora principalement – d'exposer leurs griefs à l'encontre de la politique du SNM.

Dans les provinces du sud du pays – sous contrôle des forces de l'ONUSOM – la présence des contingents français et italiens a stabilisé la situation dans les régions du Bakool, du Bay, du Hiraan et du Moyen-Shebeele. Néanmoins, bien qu'elle se fasse beaucoup plus discrète, l'activité des factions se poursuit. Dans les provinces du Bay et du Bakool, où résident les deux confédérations de populations sédentaires somaliennes – les Rahanweyn et les Dighil –, le Somali Democratic Movement (SDM) met en avant les « elders ¹⁹ ». Il revient à ces derniers de gérer l'ensemble des affaires courantes mais aussi les relations avec la force internationale. Parallèlement, la branche SNA du mouvement – qui s'est faite plus discrète – traite de la défense de ses intérêts avec le leader de Mogadiscio.

Au sud – à l'ouest du fleuve Juba et jusqu'à la frontière kenyane – le Somali National Front (SNF) de Siad Barré occupe encore le nord de la province du Gedo, et ce bien que sa capacité de nuisance ait fortement chuté après ses nombreuses défaites tout au long de l'année 1992.

Plus au sud encore et le long de la côte, les trois factions adverses issues de l'explosion du Somali Patriotic Movement (SPM) ont une activité inégale. La faction dirigée par le général Morgan et celle aux ordres de Gabyo semblent attendre des jours meilleurs. Le mouvement d'Omar Jess, membre de la SNA d'Aidid, reste par contre un allié inconditionnel du général. Les petites structures continuent, quant à elles, de se livrer à des actes de banditisme. Enfin, à l'est du fleuve Waabi Shebeele, les clans Hawiye de l'United Somali Congress (USC) se positionnent selon leur appartenance ou leur degré de lignage par rapport à la tribu Abgal du président Mahdi ou à la tribu Haber Guedir du général Aidid. La présence internationale les a dissuadés de s'affronter et ils ont transféré l'essentiel de leurs moyens militaires vers la capitale ou parfois plus au nord du pays, dans des zones qui ne sont pas régies par les Nations unies.

Dans les provinces du centre et du nord-est du pays, l'ensemble des mouvements présents se font face sans pour autant se livrer combat. Les principaux belligérants de la capitale y ont replié l'essentiel de leur matériel lourd ²⁰ afin qu'il ne

19. Littéralement les « aînés » (ou anciens) choisis pour le respect qu'ils inspirent à l'ensemble des membres de leur communauté, ce qui leur permet de régler les différends pouvant survenir au sein d'un groupe ou entre clans.

20. Le déploiement de la force internationale par la côte a donné l'opportunité aux chefs de guerre de cacher une partie de leur armement dans l'intérieur du pays.

tombe pas aux mains de la force multinationale et chacun fait en sorte de ne pas attirer l'attention de la communauté internationale. Les principaux mouvements attendent de voir comment la situation à Mogadiscio évoluera pour se positionner.

Dans le secteur de la capitale, enfin, la mission *Restore Hope* semble avoir ramené le calme au moins au début. Elle n'est pas parvenue, toutefois, à trouver une solution négociée aux rivalités politiques qui opposent les principaux acteurs locaux et leurs soutiens extérieurs. En plaidant pour la mise en place d'un régime de transition sous la direction de M. Ali Mahdi, la communauté internationale allait cependant pousser d'autres clans à une reprise de la confrontation armée et favoriser un regroupement de milices claniques autour du général Aidid et son Alliance, la Somali National Alliance (SNA). Cette tentative de marginalisation des chefs de guerre est inacceptable pour Aidid qui va progressivement reconstituer autour de lui les solidarités claniques traditionnelles en désignant l'étranger (c'est-à-dire la mission internationale et plus particulièrement les États-Unis) comme l'ennemi.

Un accroissement notable des affrontements dans la capitale se produit alors. Ils vont démontrer l'incapacité de l'organisation internationale à assurer le calme et rétablir l'ordre. Cette situation va permettre à Aidid de décrédibiliser peu à peu la force internationale, alors qu'il est lui-même en train de reconstituer les alliances qui lui faisaient défaut hors de son clan en utilisant les réflexes séculaires xénophobes somaliens. Même au plus fort de la crise qui secoue la capitale, Aidid semble parfaitement maîtriser la situation. Il y parvient en utilisant la structure même du monde somali. Fondée sur le nomadisme, cette structure engendre un fort individualisme mais entraîne également la réalisation d'alliances ponctuelles. Cet individualisme somali s'inscrit toutefois dans un cadre d'usages régissant les solidarités et le règlement des différends, fondé sur le concept du lignage. L'individu n'existe que par sa filiation. On naît Somali, dit le proverbe, on ne le devient pas. Celui qui n'est pas de sang somali n'a donc pas d'existence (ou n'y appartient pas) et, de ce fait également, aucun devoir ou aucune parole donnée ne lie véritablement un Somali à un « gal » (un étranger, un païen). Toute ingérence étrangère dans l'espace somali est donc susceptible de susciter de la part des populations son rejet rapide et collectif. De ces principes résultent des solidarités traditionnelles qui, en fonction du problème et de la difficulté à le résoudre, se mettent en place²¹. Ce système d'alliances est l'un des éléments essentiels à la compréhension et à l'analyse des comportements somalis.

Les responsables de l'ONUSOM ne parviennent pas à cerner clairement les structures de la société. La méconnaissance du monde somali entraîne les respon-

21. Un individu peut ainsi solliciter sa famille, son campement ou un niveau plus élevé jusqu'à ce qu'il atteigne le niveau correspondant au litige.

sables de l'ONU à entreprendre une reconstruction nationale basée sur le dernier stade de « stabilité » existant : la famille cellulaire ou le clan, mais en instaurant un découpage des districts sans cohérence avec les espaces traditionnels de ces familles et de ces clans ce qui ne peut que générer de nouvelles querelles. Les tentatives d'instauration d'un gouvernement à partir des conférences intersomaliennes sont elles aussi vouées à l'échec. Les médiateurs internationaux placent en effet sur un pied d'égalité les représentants de l'ensemble des factions sans tenir compte des usages en vigueur précédemment, de la représentativité et des rapports de force entre les différents clans. De petits clans – tel celui des Bimals – tentent ainsi d'obtenir ce qui ne leur serait pas accordé autrement, alors que des grands clans – tel celui des Hawiyés par exemple – ne se sentent ni concernés par des débats qui ne prennent pas en compte leur force réelle ni liés de la moindre façon par un quelconque accord résultant de ces pourparlers.

Plus grave encore, la force internationale, n'ayant pas compris que les chefs de guerre sont également perçus comme des chefs de clans, va se lancer dans une véritable campagne contre ces derniers et, au premier chef, le plus puissant d'entre eux, le général Aidid²². Cette décision conduit quelques mois plus tard à un véritable désastre puis au désengagement de la force internationale du pays. En désignant un ennemi somali, la mission onusienne et l'administration américaine qui en a le commandement donnent matériellement à Aidid ce qui lui faisait défaut : l'occasion de faire l'unité derrière lui²³ et celle de désigner les membres de la force internationale comme des ennemis. Pendant les cinq mois de la confrontation, Aidid, dans la clandestinité, va se jouer de la force internationale. Il accumule les succès et augmente *de facto* son prestige et les solidarités autour de lui. Aidid parvient également à forger un consensus autour du rejet de la présence étrangère. Cette guérilla urbaine s'arrête après l'affrontement sanglant des 3 et 4 octobre 1993.

Rapidement, les Américains acceptent de rouvrir des négociations avec la SNA et le 18 novembre, le général Aidid fait sa première réapparition publique. Parallèlement, les Nations unies organisent une nouvelle conférence de réconciliation somalienne à Addis-Abeba qui se terminera malgré tout par un échec, début décembre. Pendant ce temps, Ali Mahdi, fin novembre, organise le Somali Salvation Movement (SSM) qui se veut le pendant de la SNA d'Aidid. Les opposants au général Aidid critiquent de plus en plus la politique de l'ONUSOM. Ils craignent

22. Et ce au profit d'Ali Mahdi jugé plus « convenable » par les autorités politiques et militaires de la mission onusienne.

23. Le sous-clan du général, les Saad, le clan entier des Hawiyés jusqu'aux autres clans somalis se trouvent dans l'obligation par solidarité traditionnelle ou en vertu du principe de soutien face à l'étranger de soutenir Aidid dans sa confrontation avec la communauté internationale.

en effet de se trouver dans une situation très délicate après son désengagement, si aucune solution politique ne parvient à être trouvée.

Après neuf mois de présence imposante en Somalie du Sud, la mission internationale n'a rien changé à la situation profonde du pays. Les clans sont toujours puissants et prêts à s'affronter. Le général Aidid demeure, quant à lui, l'interlocuteur essentiel, contrôlant Mogadiscio et la région centrale du pays ; il tente d'étendre son audience en nouant des alliances au sein des autres régions²⁴. Le sort de la mission onusienne est scellé suite à la décision prise fin 1993 de procéder au retrait des États-Unis puis des contingents occidentaux. Un enlèvement de l'action internationale – plus qu'une aggravation à proprement parler de la situation politique – caractérise la Somalie dans les mois qui vont suivre. Aucun bouleversement profond ne survient pendant l'année 1994 en dépit de la conduite, par l'ONU, de quelques actions sur le terrain et de la poursuite de négociations politiques. C'est donc sur un constat d'échec mêlé de lassitude, de dépit, d'incompréhension et d'écœurement que la mission internationale se replie.

Ali Mahdi, qui avait choisi de jouer la carte de l'ONUSOM, se trouve alors dans une situation particulièrement ardue. Son refus de participer à la conférence de reconstruction nationale à Mogadiscio début 1995 marque sa volonté de ne pas cautionner la reconnaissance du général Aidid, attitude vers laquelle se réfugie alors la communauté internationale. Le départ de l'ONUSOM offre au général Aidid la possibilité de se jeter sur son rival. C'est pourquoi les milices se réarment et se préparent à en découdre à nouveau. Tout semble s'être passé comme si une parenthèse avait gelé la situation à Mogadiscio et que l'histoire devait reprendre son « cours normal » après le départ de la force internationale. La mission onusienne est donc non seulement passée à côté d'une résolution de la crise (faute d'avoir compris les Somalis et d'avoir pu les désarmer) mais elle a en plus exacerbé des rivalités sous-jacentes et créé de nouvelles tensions.

La Somalie livrée à elle-même et enjeu des puissances régionales

Après le départ des derniers casques bleus, la communauté internationale, écœurée par le déroulement de la mission et le comportement prédateur des Somalis, semble laisser le territoire dans l'oubli. Des dissensions surviennent alors entre les clans hawiyés. Aidid, vainqueur de Siad Barré puis des Américains, fait cependant toujours figure de champion pour beaucoup de Somalis. Les affron-

24. Principalement avec le Somali Salvation and Democratic Front (SSDF) en pays majertin et le Somali National Front (SNF) du général Morgan dans la région de Kismayo.

tements reprennent à Mogadiscio entre les hommes d'Aidid et ceux de Mahdi, dans une indifférence quasi générale. Seuls, les pays riverains semblent porter un intérêt au pays, alors même que dans le Sud se développent les mouvements islamistes radicaux qui suppléent aux carences de l'État. Dans ce chaos, seul le Somaliland semble parvenir à se stabiliser.

La situation semble devoir changer avec la disparition du général Aidid dans la nuit du 1^{er} au 2 août 1996²⁵. Alors qu'il était considéré, par beaucoup, comme le principal responsable de l'impasse politique persistante en Somalie, sa disparition fait espérer à certains de voir déboucher un processus de réconciliation nationale. Les principales factions à Mogadiscio pourraient enfin parvenir à un accord, puisque son fils, Hussein Farah Aidid, nouveau dirigeant de l'USC/SNA, ne possède pas l'aura charismatique de son père et ne semble pas vouloir se poser en obstacle à un compromis politique. De plus, Ali Mahdi demande, dès le 2 août, à la communauté internationale de mettre en place une conférence de paix inter-somalienne avec, pour preuve de sa bonne volonté, proclamation d'un cessez-le-feu unilatéral dans la région de Mogadiscio. La Ligue arabe se déclare immédiatement prête à parrainer une telle conférence.

Les risques de reprise des hostilités pour venger le général Aidid semblent alors faibles. Les hommes d'Aidid se rapatrient en effet vers Mogadiscio, en vue d'un nouveau partage du pouvoir, ou abandonnent leurs positions. Le clan somalien des Rahanwein reprend ainsi le contrôle de la ville d'Hoddur après que les troupes de Aidid l'ont désertée. Cherchant à profiter de ce contexte de recomposition, les islamistes tentent, quant à eux, d'imposer leurs conceptions politiques et religieuses. Des affrontements surviennent alors entre milices islamistes et formations claniques. La mort du général ne parvient donc pas à apaiser les appétits des différents chefs de guerre des deux grandes coalitions hawiyées. De plus, hormis Mogadiscio où les principaux dirigeants s'affrontent pour le titre de président de la Somalie, partout ailleurs dans l'ex-Somalia Italiana les clans s'opposent pour le contrôle des principales sources potentielles de revenus²⁶. Un port ou un aéroport permettent en effet au clan qui les détient de percevoir des taxes sur les opérateurs économiques, une zone agricole permet de lever une dîme sur les producteurs, etc. Malgré la situation politique catastrophique, un commerce de subsistance, parfois d'échange (notamment de productions agricoles) se poursuit

25. Il trouve la mort au cours de combats qui l'opposent aux forces d'Ali Mahdi dans la ville même de Mogadiscio.

26. Les chefs de guerre somaliens peuvent poursuivre longuement leurs luttes du fait de la présence d'une importante quantité d'armes dans la Corne de l'Afrique suite à l'effondrement simultané, en 1991, des régimes éthiopien de Mengistu et somalien de Siad Barré, et à la débâcle de leurs armées – près de 500 000 hommes à elles deux.

dans l'ensemble de la région. Les populations somaliennes – aidées en cela par la diaspora – importent également différentes denrées, ce qui ne fait qu'attiser davantage encore les convoitises des nombreux petits chefs de guerre locaux.

Les tensions intersomaliennes sont alors exacerbées par la présence d'acteurs extérieurs qui s'investissent en Somalie pour des raisons fort différentes les uns des autres. En effet, la situation somalienne paraît soumise à la réussite ou à l'échec des différentes initiatives de paix parrainées par les États riverains. Néanmoins, ces initiatives restent tributaires d'un règlement des luttes claniques, de la question de l'unité du pays mais aussi du jeu des puissances qui les mettent en œuvre.

Les Éthiopiens parviennent cependant à initier une première alliance de factions en vue d'un règlement de la crise. Vingt-six factions somaliennes signent ainsi à Sodéré (en Éthiopie) à la mi-février 1997 un accord de paix dont sont pourtant exclus le mouvement de Hussein Aidid et le courant islamiste. C'est dans ce contexte que survient la première intervention éthiopienne d'importance sur le sol somalien à l'été 1997. L'objectif stratégique d'Addis-Abeba est clairement affiché : il s'agit de mettre un terme à l'insécurité régnant dans l'Ogaden éthiopien puisque de nombreux mouvements à tendance indépendantiste se montrent particulièrement actifs dans les provinces méridionales de l'Éthiopie. Parmi ceux-ci, les mouvements somalis, se jouant des limites administratives, trouvent aisément refuge et soutien de l'autre côté de la frontière. De plus, ces mouvements rebelles éthiopiens reposent sur des structures à forte connotation religieuse et sont ainsi assurés de l'aide des islamistes somaliens qui leur prêtent leur concours. Des forces éthiopiennes pénètrent alors en territoire somalien. L'objectif est de détruire les camps des miliciens islamistes et de priver ainsi de tout soutien les rebelles éthiopiens de l'Ogaden National Liberation Front (ONLF).

Cette intervention provoque la colère de nombreux Somaliens qui voient dans ces actions la volonté hégémonique de la chrétienne Éthiopie de vouloir étendre son contrôle sur une terre musulmane, mais aussi celle de la Ligue arabe et de plusieurs États dont le Yémen et l'Arabie saoudite qui dénoncent cette intervention et accusent le gouvernement éthiopien de livrer des armes à ses supplétifs en totale violation de l'embargo sur les livraisons d'armes à destination de la Somalie voté, en 1992, par les Nations unies.

Cette première intervention directe des forces d'Addis-Abeba ne permet pas de mettre un terme à la situation d'insécurité que traverse le Sud éthiopien. Bien au contraire, des connexions semblent désormais s'établir entre tous les mouvements rebelles de la zone. En juillet 1998, les forces armées éthiopiennes interviennent donc, une nouvelle fois, à l'extérieur de leurs frontières. Pour combattre les fondamentalistes, Addis-Abeba décide de s'appuyer, plus encore, sur des forces internes au monde somalien et d'utiliser des supplétifs en montant des opérations conjointes avec les Rahanweins déconsidérés par les Hawiyés et les Darods. Le

gouvernement éthiopien ne peut en effet à l'époque se permettre de maintenir un important contingent dans la région. Le conflit avec l'Érythrée²⁷, qui a débuté depuis quelques semaines, ne permet plus en effet au régime éthiopien de mobiliser d'importantes troupes sur ce front, et il a tout à craindre du développement d'un sentiment d'« anti-éthiopianisme » qui aurait pour effet de fédérer les clans locaux contre lui. Le recours à des hommes de la Rahanwein Resistance Army (RRA) qui combattent en partie sur leur propre territoire apparaît donc comme la meilleure solution. Établis sur zone, ils poursuivent les combats pour le compte des Éthiopiens. Parallèlement, le sud de la Somalie reste, lui, toujours le théâtre de nombreux affrontements ethniques, à l'instar des combats entre clans maherans pour le contrôle de la ville portuaire de Kismayo²⁸. Cette situation fait dire aux islamistes et à Hussein Aidid que les Éthiopiens sont responsables des violences en Somalie. Ce dernier proclame même qu'Addis-Abeba « incite les clans somalis à se battre les uns les autres ».

En parallèle, les tractations politiques internes (qui n'ont jamais cessé) se poursuivent sous la conduite de la Libye. Cette dernière, fidèle à l'esprit panafricain, tente de trouver une solution à la situation chaotique régnant à Mogadiscio.

De son côté, l'Égypte suit avec grande attention les événements qui se déroulent en Somalie. Le pays, qu'elle considère appartenir à une sorte « d'arrière-cour », occupe en effet un rôle tout particulier dans sa politique à bien des égards. Les autorités égyptiennes étaient d'ailleurs très liées avec celles de Siad Barré et elles continuent de voir dans le pays un moyen de contrecarrer l'influence de l'Éthiopie dans la Corne de l'Afrique et de disposer de moyens de pression contre Addis-Abeba. Ceci explique son intérêt à entretenir des relations privilégiées avec certains acteurs somaliens, tout en proposant, elle aussi, ses bons offices diplomatiques.

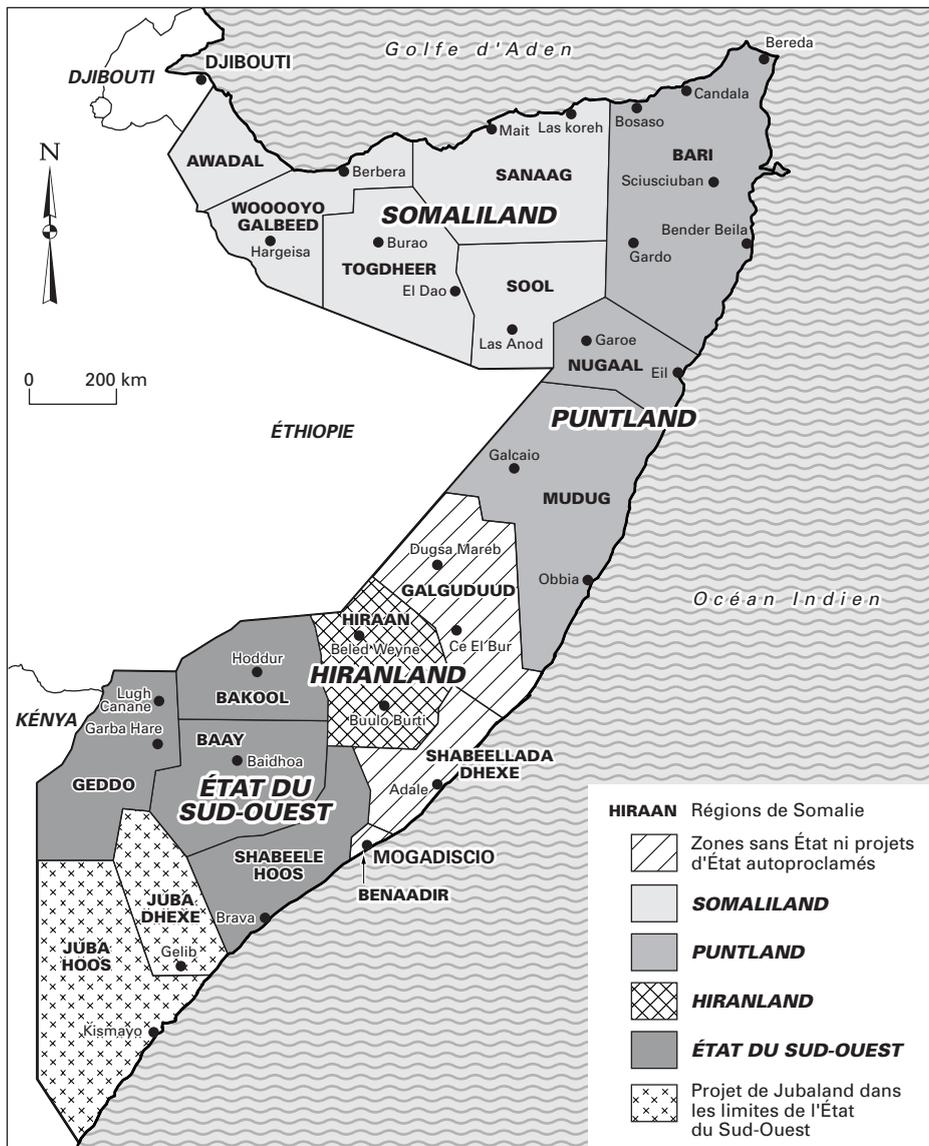
Toutes ces actions, d'origine extérieure à la Somalie, engendrent surtout un phénomène nouveau : elles accélèrent l'émergence sur la scène politique somalienne du processus de régionalisation. Une entité régionale s'était détachée de la situation globale somalienne, le Somaliland. Mais la multiplication des affrontements dans le secteur de Mogadiscio met en évidence l'instabilité du monde hawiyé. L'idée d'une politique de « régionalisation », qui bénéficie du soutien de l'Éthiopie – qui entend ainsi marginaliser ses adversaires et acquérir des alliés stables en Somalie –, apparaît progressivement comme une solution au drame somalien.

Addis-Abeba reprend à son compte l'idée anglo-saxonne développée en 1991-1992 consistant à reconstruire la Somalie dans un cadre fédéral. C'est la politique

27. La guerre entre l'Érythrée et l'Éthiopie va durer deux ans, de l'été 1998 à l'été 2000.

28. Combats qui font 22 morts et 35 blessés en une seule journée.

SOMALIE : DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF ET LIMITES DES ÉTATS AUTOPROCLAMÉS



Hérodote, n° 111, La Découverte, 4^e trimestre 2003.

dite des « *building blocks* » qui part du principe qu'à l'image du Somaliland certaines zones stables ou claniquement homogènes peuvent établir un système politique local, à même de ramener la sécurité et un début de structures administratives et sociales. Il s'agit là d'une tentative de reconstruction par la base qui pourrait faire tache d'huile dans l'ensemble du pays. C'est ainsi, dans le cadre de cette politique de régionalisation, qu'apparaît, le 24 juillet 1998, le Puntland. Cette entité politique, proclamée par les factions du Nord-Ouest, est « claniquement » homogène, puisqu'elle correspond à une zone de peuplement exclusivement darod. Elle ne prend cependant pas de réelle consistance avant l'été 1999, lorsque Addis-Abeba décide de lui accorder son soutien. L'Éthiopie intervient également au Puntland car cet « État » est, à terme, une nouvelle source de tensions, voire de conflit. Les limites administratives que souhaite établir le gouvernement du Puntland recoupent effectivement la partie orientale du Somaliland qui correspond, elle aussi, à une zone de peuplement darod²⁹.

À la suite du Puntland, à partir de l'été 1999, d'autres États ou entités politiques autonomes commencent à apparaître. Des assemblées de cheikhs, d'elders et de représentants des clans ou des familles tentent ainsi de fédérer leurs clans au sein d'une structure commune. Deux entités commencent ainsi à s'esquisser : le Jubaland et le Hiranland. Toutes deux ne se sont pas encore pleinement déclarées autonomes, mais elles travaillent à réunir les quelques clans récalcitrants pour y parvenir. Néanmoins, bien que cette option politique paraisse prometteuse et séduisante, elle a plusieurs adversaires. Parmi eux, les partisans d'une Somalie unifiée avec une direction politique unique, les islamistes somaliens – qui prônent la religion comme premier facteur de cohésion entre l'ensemble des Somaliens et souhaiteraient reconstituer le pays à partir d'un islam fédérateur – et les pays arabes qui militent pour une Somalie unie et accusent l'Éthiopie de vouloir éclater le pays pour pouvoir mieux le contrôler.

C'est alors que tout le processus élaboré par les Éthiopiens se trouve remis en question par les autorités djiboutiennes. Le président Ismaël Omar Guelleh présente, le 7 février 2000, un plan de paix pour la Somalie, élaboré dans le cadre de l'IGAD (Autorité intergouvernementale de développement³⁰). Cette initiative est immédiatement soutenue par une partie de la communauté internationale. L'Égypte et les pays de la Péninsule arabique plaident en sa faveur pour contrer l'Éthiopie. Ainsi du 2 mai au 27 août 2000, une conférence de réconciliation nationale se tient dans la ville d'Arta, à Djibouti. Près de deux mille personnes sont réunies

29. De nombreux incidents surviennent régulièrement dans la zone frontalière, malgré des accords plaçant une partie de la population sous double administration.

30. L'IGAD est une organisation régionale qui comprend : le Soudan, l'Éthiopie, l'Érythrée, Djibouti, la Somalie, le Kenya et l'Ouganda.

sous d'immenses tentes de toile. Le président djiboutien a souhaité que l'ensemble des clans et des sous-clans soient représentés lors de la conférence. De plus, il est fait appel, pour la première fois, à la société civile. Enfin, les débats sont organisés par des Somalis³¹ en milieu somali. Après de nombreux débats suivis de laborieuses tractations³², le président djiboutien aboutit à ses fins. Les représentants réunis élisent les députés qui vont former un Parlement de transition. Ces derniers élisent alors un président et M. Abdulkarim Salat Hassan se trouve ainsi placé à la tête d'un gouvernement national de transition (GNT), pour une durée de trois ans.

Cependant, si pour chacun des clans la conférence est parvenue à réunir au moins un ou deux représentants de chaque clan, toutes les formations somaliennes sont loin de participer à cette conférence. Ainsi, à l'exception de M. Mahdi, aucun chef de guerre de Mogadiscio n'est présent et il en va de même des autorités somalilandaises qui boycottent la manifestation. Inversement, des représentants du Puntland et de la communauté rahanwein participent aux négociations. Mais, dès leur retour au pays, ils dénoncent le processus de paix et ils ne sont pas les seuls. En effet, immédiatement après la clôture de la conférence, de nombreux participants entament une campagne de dénigrement. Ils accusent le président djiboutien d'avoir arrangé les élections en vue de faire élire à la tête de ce gouvernement un homme qui lui soit allié et dévoué. Par ailleurs, M. Salat Hassan est rapidement accusé d'être un partisan des islamistes : il est vrai que lorsqu'il arrive pour un bref séjour à Mogadiscio, le 30 août, sa sécurité n'est assurée que par les milices des tribunaux islamiques. De plus, nombre de Somaliens, à qui il apparaît insupportable de voir un homme de la dictature qu'ils ont combattu reprendre les rênes du pouvoir, rappellent qu'il fut ministre de l'Intérieur sous le régime de Siad Barré. Dès lors, si Salat Hassan obtient assez aisément une reconnaissance internationale, de la part de l'IGAD ou de la Ligue arabe, il paraît fortement isolé sur la scène somalienne. Il rejoint la capitale somalienne, le 14 octobre, et après avoir formé, le 20, son nouveau gouvernement, tente d'installer un pouvoir central. Pour ce faire, il décide de rétablir l'ordre dans Mogadiscio et proclame, dans ce but, la formation d'une force de police dont l'objectif premier sera de désarmer les milices des chefs de guerre.

Ce faisant, il fait l'unanimité contre lui. La plupart des chefs de guerre de la capitale ne le considèrent pas comme un président par intérim mais comme un

31. La population de Djibouti est composée de Somalis et d'Afars.

32. Traditionnellement, les négociations ou discussions dans le monde somali sont extrêmement longues. Elles donnent lieu à des débats d'idées, des chants, des joutes poétiques et sont parfois l'occasion d'accords commerciaux. Cet état de fait entraîne systématiquement que tout arrangement politique est très long à conclure.

chef de guerre supplémentaire à Mogadiscio. L'ensemble des forces politiques s'oppose au fait qu'il ait obtenu un début de reconnaissance internationale, car cette dernière lui vaut de pouvoir bénéficier de subventions – et tout particulièrement des dons en provenance de pays arabes – qui menacent les équilibres instaurés entre les différentes forces somaliennes.

Enfin, afin de démontrer l'absence de légitimité réelle de ce gouvernement, ses opposants – à l'exception du Somaliland qui ne veut participer à aucune tractation somalienne – organisent leur propre conférence de réconciliation nationale. Les principaux chefs de guerre constituent ainsi le Conseil somalien de restauration et de réconciliation (CSRR). Cet organisme obtient le soutien d'Addis-Abeba qui souhaite reprendre la main dans le dossier somalien. C'est ainsi qu'Aidid après avoir été combattu par l'Éthiopie se retrouve son allié au sein du CSRR et donne des conférences de presse à Addis-Abeba. Ceci ne fait que démontrer qu'en pays somali toutes les alliances demeurent possibles.

Ainsi, exacerbant les tensions, l'arrivée du gouvernement de transition à Mogadiscio ravive les affrontements dans la capitale et le sud du pays ; chacun des belligérants ne pensant qu'à asseoir ses positions en vue d'éventuelles négociations sur une domination territoriale. La volonté du GNT de se trouver des alliés dans l'ensemble du pays va également donner lieu, en 2001 et 2002, à des luttes intestines au Puntland, où les forces de deux présidents autoproclamés s'affrontent. Plus au sud, c'est l'organisation rahanwein qui finit par éclater en plusieurs branches. Venant compliquer un peu plus la situation, avec la mise en place du GNT, les différents mouvements musulmans radicaux somaliens (Al Islah, Al Ittihad Al Islami, etc.) semblent accroître leur influence sur la scène somalienne et prendre une importance jusque-là inconnue.

Mais, rapidement, la cohésion au sein du GNT se lézarde. Le président du Parlement de transition, Abdallah Derow, remet ouvertement en cause, à l'été 2002, la confiance qu'il affichait dans le gouvernement. Trois ministres démissionnent³³, signe des déceptions et des rancœurs émergentes engendrées par la multiplication des conflits internes et l'extension de la corruption. Dans la capitale, où les miliciens du GNT et du CSRR sont au contact, la situation reste très tendue et les combats se multiplient³⁴. Le GNT dispose encore du soutien de quelques chefs de guerre comme Osman Ali Ato et ce, grâce notamment à l'octroi de prébendes, mais leur fidélité est chancelante. La côte au sud du pays est – par l'intermédiaire

33. Il s'agit du ministre de l'Énergie et de l'Électricité, Said Warsame, du ministre des Relations fédérales, Ali Muhamad Arale, et du ministre de la Constitution et du Fédéralisme, Ali Abdirahman.

34. Notamment avec les miliciens d'importants chefs de guerre, Muse Sudi Yalahow et Mohamed Omar Dhere.

de ses alliés membres des tribunaux islamiques ou de la Juba Valley Alliance (JVA)³⁵ – encore théoriquement sous contrôle du GNT alors que l’arrière-pays est en grande partie disputé par les milices du CSRR.

C’est ainsi que durant près de trois ans, l’anarchie – entretenue par les différents « seigneurs de la guerre » et les dirigeants des principaux pays voisins – caractérise la situation en Somalie. De cette situation va sortir une nouvelle conférence de réconciliation inter-somalienne devant théoriquement aboutir à la mise en place d’une nouvelle Assemblée et d’un nouveau gouvernement de transition. L’IGAD proclame en effet qu’il faut relancer le processus en vue de parvenir à l’établissement d’un nouveau gouvernement qui serait, lui, enfin véritablement représentatif de l’ensemble des Somaliens et pourrait être accepté par tous. Le 14 août 2002, M. Marsden Madoka³⁶ annonce officiellement qu’une nouvelle conférence de paix somalienne réunira les chefs de guerre et le Gouvernement national de transition (GNT) à partir du 26 septembre à Eldoret, au Kenya.

Un avenir: oui... mais lequel ?

Toutes ces péripéties de l’histoire somalienne, brièvement relatées, démontrent la complexité de la situation en Somalie depuis la déstructuration de la société et amènent à penser que les alliances sont changeantes et les intérêts personnels multiples, ne favorisant pas un processus de réconciliation nationale. La décomposition de la société suivie d’une intervention internationale malheureuse et enfin d’une phase d’ingérence de nations étrangères dans les affaires somaliennes ont fini par réduire à néant toutes les tentatives de résolution de la crise.

Surtout, depuis les attentats du 11 septembre 2001, l’actualité s’est de nouveau penchée sur ce non-État, d’aucun craignant qu’il ne puisse devenir un jour un refuge pour des militants extrémistes, et plusieurs personnalités ou sociétés somaliennes ayant été inscrites par les Américains sur leur liste des soutiens au terrorisme international. Il est vrai que les mouvements radicaux se font de plus en plus présents, rêvant d’instaurer une république islamique dans la Corne de l’Afrique. Néanmoins, si leur activisme reste régional, l’ensemble de l’Afrique de l’Est semble être devenu une zone d’action privilégiée pour les terroristes, pour preuve, les attentats de Nairobi et Dar es Salam en août 1998 et ceux de Mombassa en décembre 2002.

35. Alliance constituée par les clans de Kismayo et sa région pour s’en préserver le contrôle.

36. Ministre des Affaires étrangères du Kenya.

Parallèlement, la 16^e conférence de paix organisée depuis la chute du régime de Siad Barré a d'ores et déjà débouché sur de nouvelles scissions au sein des différents représentants réunis à Eldoret. En effet, une majorité d'entre eux s'est prononcée, durant l'été 2003, en faveur d'une Somalie fédérale, ce qui a immédiatement entraîné le retrait du GNT des négociations. L'absence de certains chefs de guerre à ces négociations et surtout la publication, fin août 2002, par le Conseil de sécurité des Nations unies, d'une liste de criminels de guerre somaliens qui comprend Osman Hassan Ali dit « Atto », Mohamed Qanyare Afrah, Aden Abdullahi dit « Gabyow », Mohamed Said Hersi Morgan, Abdullahi Yusuf, Hassan Mohamed Nur, Musa Sudi Yalahow, etc., pour la plupart des grands chefs de guerre somaliens, devraient très sérieusement compliquer, à terme, la résolution du conflit. Outre le fait que leurs clans ne peuvent admettre leur inscription sur une telle liste, et ce, quand bien même les Nations unies seraient fondées à condamner ces personnalités en raison de leurs agissements, leur marginalisation sur la scène intérieure somalienne ne peut que porter atteinte au processus de paix. En procédant de la sorte, les Nations unies laissent en effet toute latitude à différents acteurs extérieurs pour, en utilisant cette condamnation, peser dans le jeu en soutenant, discréditant des mouvements ou des factions, ou en les excluant du dialogue de réconciliation somalien selon leurs intérêts propres. Il semble donc bien que les leçons de 1993 n'aient pas été pleinement retenues.

Les précédentes négociations n'ont jamais abouti, n'entraînant que des renversements d'alliances et compliquant un peu plus la situation à Mogadiscio. Mais dans ce chaos des progrès ont malgré tout été faits. Aujourd'hui, deux grands projets politiques s'opposent, celui d'une Somalie fédérale et celui d'une Somalie unitaire. Derrière ces deux projets sont désormais réunies des alliances de factions et de clans qui ont ainsi réussi à surmonter la plupart de leurs autres dissensions. La constitution de ces alliances est donc un véritable progrès car les acteurs qui refusent encore de les intégrer semblent chercher eux aussi face au risque de marginalisation à se positionner dans un groupe ou dans l'autre. Ainsi, la situation anarchique – entretenue par de petits chefs de guerre défendant quelques intérêts locaux – tend à s'estomper de plus en plus. Si l'on excepte la situation du Somaliland, on devrait aboutir à la constitution de deux blocs, puis à terme à une solution négociée en vue d'instaurer un nouveau régime.

Dans ces conditions, la conception d'une Somalie fédérale se basant sur une reconstruction par le bas semble devoir l'emporter sur la conception unitaire. Il est en effet plus facile – exception faite de la capitale et d'une partie du Sud – de trouver des arrangements locaux. Volontaire ou forcée, la mise en place d'une entité régionale autonome semble devoir se poursuivre. À preuve, l'ensemble des tractations sur ce sujet depuis trois ans entre les « elders » des différentes zones.

Dans ce contexte, si une solution au conflit somalien semble encore bien lointaine, une lueur d'espoir apparaît sous la forme de cette politique que de plus en plus de Somalis envisagent avec attention, voire avec faveur, puisque plusieurs grands clans ont annoncé leur intention de se constituer en entités politiques indépendantes, à l'image du Somaliland. Il leur apparaît en effet que si cette solution était poussée à son terme, un nouvel État somalien pourrait alors revoir le jour sous la forme d'un État fédéral regroupant tout un ensemble de structures quasi autonomes plus ou moins importantes. Surtout, ce système n'est pas, bien au contraire, en opposition avec les structures traditionnelles du monde somali.

Certes, la situation sera plus délicate dans le Sud – du fait de l'imbrication des clans – et à Mogadiscio mais déjà, dans la capitale, des discussions entre clans hawiyés ont régulièrement lieu pour tenter de surmonter les antagonismes.

Néanmoins, pour parvenir à une stabilisation du pays, les Somaliens vont devoir surmonter quatre problèmes majeurs : 1. le choix du système politique, c'est-à-dire l'instauration par tous d'un système fédéral regroupant de nombreuses entités. Cela signifie que soit les différents acteurs à la crise acceptent de surmonter leurs agendas contradictoires, soit que les Somaliens finissent par rejeter d'eux-mêmes les ingérences extérieures (ce qui semble être l'option la plus probable). Le système fédéral n'excluant pas une administration centrale, un compromis pourrait être trouvé ; 2. la répartition des postes et prébendes entre les différents acteurs (mais cela ne semble pas insurmontable à terme) ; 3. le contrôle des mouvements islamistes radicaux qui s'opposent à toute conception politique qui ne favoriserait pas l'établissement à terme d'une république islamique ; 4. enfin et surtout la démilitarisation et la réinsertion des jeunes qui n'ont connu que la guerre civile, sont devenus asociaux et ne vivent, bien souvent, que par la violence. Il faudra, pour cela, parvenir à les désarmer, ce qui est une tâche extrêmement difficile.

Pour parvenir à cela, il faut que l'intérêt renaissant de la communauté internationale pour la Somalie, depuis près de deux ans, ne se limite pas au simple cadre de la lutte contre le terrorisme et ne soit pas une nouvelle source de financement pour les différents camps. Dans ce cas, elle retarderait, de nouveau, la mise en place d'un processus viable de reconstruction du pays et favoriserait une accentuation des ingérences extérieures.